

Abonnés

La France, le GNL... ou une production propre: la Suisse a des alternatives au gaz russe

La situation actuelle est sérieuse selon le directeur général du transporteur romand Gaznat. Parmi les options pour assurer l'approvisionnement discutées vendredi figure l'exploitation des ressources à Noville (VD).



Le manque de gaz tant redouté en Europe se concrétise en Allemagne, le pays d'Europe de l'Ouest le plus dépendant du gaz russe. Aux livraisons de Russie toujours plus restreintes, le gouvernement répond par des plans visant à limiter encore plus la consommation. Et la Suisse est habituellement en grande partie fournie par le voisin du Nord. Mais elle dispose de quelques options, discutées vendredi lors de la conférence à Montreux organisée par le transporteur romand Gaznat.

«Effectivement, nous sommes dans une situation sérieuse. Il n'est pas certain que la Russie rouvre le gazoduc Nord Stream 1 après une interruption planifiée en juillet. Et si l'Allemagne n'arrive pas à remplir ses stocks, toute l'Europe a un problème», a reconnu le directeur général de Gaznat René Bautz. Tout en soulignant que «l'approvisionnement de Gaznat se fait en large partie depuis l'ouest, la France, complété par Transitgas (ndlr: le gazoduc bidirectionnel qui traverse la Suisse du Nord au Sud). Pour l'hiver prochain, nous avons augmenté les capacités d'importation depuis la France», précise le directeur général. «Chez Transitgas aussi, des discussions techniques sont menées pour importer davantage de France.» Gaznat a également des capacités de stockage dans le pays voisin, protégées par un contrat interétatique.

René Bautz a rappelé que la Confédération a mis sur pied une task force pour la sécurité de l'approvisionnement. L'une des exigences prévues pour les opérateurs de réseaux gaziers, Gaznat la remplit déjà: le stockage d'au moins 15% de la consommation annuelle. En revanche, un appel d'offres a été lancé pour une option supplémentaire sur 20% de la consommation hivernale. Les experts prévoient aussi des mesures du côté de la demande en cas de pénurie. Les clients ayant des contrats en bicom bustible passeraient à l'huile légère pour réduire la consommation de gaz d'environ 20%. Et chaque degré de chauffage en moins permettrait de la diminuer de 7%. «La dernière mesure serait le contingentement pour les consommateurs non prioritaires», a ajouté René Bautz.

L'exploitation des réserves en Suisse offrirait une belle rentabilité

Ces scénarios sont basés sur une Suisse qui resterait totalement dépendante des importations. Mais le président de Gaznat Philippe Petitpierre constate un regain d'intérêt de la part des politiciens pour les ressources potentielles à Noville, avec un champ souterrain qui devrait s'étendre sur les cantons de Vaud (environ 70%) et du Valais, un bout se situant en France. «Ils nous demandent s'il est possible de le réactiver», relève-t-il.

Il assure que même avant la hausse des prix du gaz, son exploitation aurait offert une belle rentabilité avec des rentrées fiscales intéressantes, notamment pour le canton de Vaud. Et en termes d'approvisionnement, «la capacité pourrait couvrir la consommation de gaz de toute la Suisse pendant 25 ans environ, ou assurer 75 ans d'indépendance en Suisse romande», selon Philippe Petitpierre. Ces estimations se basent sur une extrapolation de la quantité et de la qualité du gaz trouvé lors des premiers travaux d'investigation. «Nous n'avons jamais reçu le permis pour poursuivre, en raison d'une interdiction d'exploitation de produits fossiles. Si nous avions pu continuer en 2012, le site serait aujourd'hui en production», regrette le président de Gaznat, qui souligne aussi qu'il ne s'agit pas de gaz de schiste, mais de réservoir compact. Il nécessite une fracturation hydraulique, mais sans ajouter de produits chimiques.

La flexibilité, l'atout du gaz naturel liquéfié

Le gaz naturel liquéfié (GNL) compte parmi les alternatives dont dispose l'Europe pour remplacer le gaz russe. Le président du GIIGNL (Groupement international des importateurs de GNL) Jean Abiteboul a constaté qu'après une consommation en léger recul depuis 2019, elle «a explosé en 2022 (+61% au premier trimestre), et les Etats-Unis sont devenus le premier fournisseur de l'Europe». Auparavant, le GNL représentait 31% des importations de gaz du Vieux Continent, avec une part de 18% au niveau de la consommation.

Cette évolution souligne la flexibilité du GNL: «En cas de problème, une cargaison peut facilement être redirigée», selon Jean Abiteboul. Les flux de GNL sont habituellement fortement orientés vers l'Asie (près de trois quarts des importations nettes mondiales en 2021), mais l'Europe s'arrogue actuellement une part plus importante du marché. L'Espagne, la France et le Royaume-Uni réunissent environ 60% des capacités de réception.

Mais les problèmes actuels ne résultent pas que de la crise russe. «La hausse du prix du gaz en 2021, avec une multiplication par trois, voire quatre (ndlr: le prix actuel du gaz équivaut à un baril de pétrole brut à 250-300 dollars, selon le GIIGNL), reflète le fait que depuis 5 ans, on sous-investit dans le gaz», a constaté Jean Abiteboul. Ce qui est dû selon lui à l'objectif du «net zéro» d'émissions carbone à atteindre d'ici 2050, qui a fait oublier qu'il faut assurer la couverture des besoins pendant la période de transition. «Si l'Asie obtient moins de GNL, elle brûlera du charbon supplémentaire, ce qui est catastrophique sur le plan environnemental», a relevé le président du GIIGNL. Car les capacités de liquéfaction, dans lesquelles il faudrait investir 300 milliards de dollars, sont actuellement trop limitées. «Du côté des réserves, il n'y a aucun problème», a conclu Jean Abiteboul.